



n°161

10 avril 2023

p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière

Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Pour défendre nos vies, il faudra s'attaquer à leurs profits !

Fin mars, le gouvernement a voté un budget qui prévoit 374 millions d'économies dans le social, en rognant le montant prévu pour l'augmentation de la pension minimum et en annulant la hausse du revenu d'intégration sociale et du chômage. Le premier ministre De Croo ose appeler cela « faire un effort » tout en sachant très bien que parmi les plus de 75 ans, une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. Il suffit d'ailleurs de regarder autour de soi pour constater que la pauvreté s'aggrave.

Le pouvoir d'achat des travailleurs baisse, et l'État accentue la baisse. Le gouvernement De Croo fait ce que font tous les gouvernements qui gèrent cette société capitaliste : aider les riches actionnaires et patrons à garantir leurs niveaux de profit élevés peu importe la situation, par tous les moyens.

Alors pour acheter des nouveaux hélicoptères militaires ou pour offrir des subventions aux entreprises (15,7 milliards d'euros de subventions à la production en 2021), le gouvernement fait les poches des milieux populaires.

Oh ce n'est pas que les actionnaires soient en difficulté ! Les entreprises belges cotées à Bruxelles ont versé en moyenne 49% de leur bénéfice net de 2022 en dividendes, plus de 8 milliards au total. Mais comme le montrent les actionnaires de Delhaize (2,5 milliards de bénéfices nets en 2022) les capitalistes

n'en ont jamais assez et augmentent leurs profits par tous les moyens, peu importe les conséquences pour les travailleurs.

Voilà pourquoi le gouvernement s'en prend à ceux dont le budget est calculé à l'euro près pour distribuer des milliards au grand patronat. Voilà pourquoi les milliers de travailleurs des magasins que Delhaize veut franchiser apprennent du jour au lendemain qu'ils devraient accepter de travailler plus pour gagner moins.



C'est cette même soif de profits sans limite qui guide les relations entre États. Pour augmenter leurs profits, les capitalistes réduisent les salaires comme le fait Delhaize, et ils cherchent à acheter moins cher les matières premières ou à gagner de nouveaux marchés au détriment de concurrents. Pour y arriver les capitalistes utilisent leurs gouvernements pour négocier, et quand cela s'avère nécessaire, leurs armées pour conquérir des marchés et défendre leurs prises : pas un km² sur cette planète n'y échappe.

Macron et la présidente de la Commission européenne Von der Leyen vont négocier de nouveaux marchés

en Chine, les USA installent de nouvelles bases militaires aux Philippines, Poutine en installe en Biélorussie et l'OTAN intègre la Finlande.

Aujourd'hui, dans un contexte de crise et de concurrence économique de plus en plus féroce, c'est un fait : toutes les grandes puissances préparent la guerre en se réarmant à marche forcée. Elles ont même, avec l'Ukraine, un terrain d'entraînement d'armes capables de tuer de plus en plus de soldats et de civils.

Pour les capitalistes, la guerre sociale et la guerre tout court sont juste deux terrains dans leur lutte pour les profits. Que ce soit par l'aggravation des conditions de travail ou avec l'armée pour gagner de l'influence économique sur une zone géographique, les capitalistes s'appuient toujours sur leur État avec son armée, ses lois, ses tribunaux, sa police...

Mais leur compétition se joue toujours avec la peau des travailleurs ! Leur concurrence est une menace car ce sont les travailleurs qui servent de chair à profits ou de chair à canon. Dans les luttes entre capitalistes, le camp des travailleurs n'a rien à gagner !

Si les conditions de travail dans les magasins Delhaize sont un peu plus avantageuses qu'ailleurs, c'est parce que les travailleurs ont mené des luttes pour leurs droits. Ce n'est pas parce qu'ils auraient aidé Delhaize à gagner de nouveaux marchés. Jamais dans l'histoire les

travailleurs n'ont obtenu des hausses de salaires en acceptant de faire des heures supplémentaires gratuites pour leur patron !

Et si la concurrence capitaliste plonge toujours les travailleurs dans de nouvelles guerres, les gouvernements tentent toujours de faire croire qu'en donnant leurs vies, les travailleurs protégeraient leurs familles, leurs libertés, leurs acquis. Mais c'est faux, les travailleurs n'ont jamais rien à gagner dans ces guerres.

Alors, dès aujourd'hui, préparons-nous à dire non à ces menaces. Les conditions de vie des travailleurs ne dépendront pas de la nation des capitalistes qui les exploitent, elles dépendront des luttes nécessaires contre la guerre et pour une société débarrassée du capitalisme !



Les prix montent : les salaires doivent suivre !

Malgré ce que prétendent les « experts » à la solde de la bourgeoisie, les prix continuent de monter ! En un an, les produits alimentaires ont encore pris 20% !

Les salaires, eux, ne suivent pas la hausse des prix : le patronat et le gouvernement annoncent qu'au-delà de l'indexation, aucune augmentation de salaire n'aura lieu. L'indexation, quant à elle, ne suffit pas à compenser l'explosion des prix. En 2022 elle ne serait en moyenne que de 5,6% alors que l'inflation était de 10% !

Pour se défendre face à la hausse des prix, il faut augmenter les salaires en prenant sur les profits !

Et des profits, il y en a : en 2022, c'est 8 milliards de dividendes qui ont été distribués aux actionnaires des entreprises belges, sans qu'ils n'aient eu à travailler une seule seconde !

L'indexation doit être sous le contrôle des travailleurs !

Avec la baisse des cours du gaz et de l'électricité, les « experts » et les médias avaient annoncé en grande pompe la fin de la hausse des prix. La réalité est tout autre : les prix continuent d'augmenter et les travailleurs continuent de s'appauvrir.

Tant que le calcul de l'indexation sera entre leurs mains, l'indexation n'empêchera pas l'inflation de rogner le pouvoir d'achat des salaires.

Pour se défendre face à la hausse des prix, il faut une véritable indexation sous le contrôle des travailleurs ! Que les travailleurs contrôlent eux-mêmes les hausses de prix et imposent de prendre sur les profits pour augmenter les salaires en conséquence !

BIM, ça explose !

Le non-recours au statut BIM (bénéficiaires d'intervention majorée) est massif. Ce statut permet aux personnes les plus pauvres d'accéder notamment au tarif social de l'énergie, à

des coûts réduits dans les soins de santé, les télécoms, les transports en commun ou la distribution d'eau.

Les nombreux obstacles administratifs (guichet fermé, nombreux formulaires à remplir), le manque d'information, la barrière de la langue, les horaires impossibles, etc. sont consciemment organisés par les gouvernements pour limiter ce que l'Etat concède aux travailleurs.

Cela fait que 45% de ceux qui y ont droit n'en bénéficient pas !

Alors que l'Etat a toutes les informations pour automatiser le statut BIM.

Malgré ce non-recours massif, le nombre de bénéficiaires a explosé : en 20 ans, 54% en plus ! C'est principalement dû à l'augmentation de la pauvreté et au nombre de travailleurs en incapacité de travail (+85% en quinze ans !).

Les capitalistes poussent toujours plus de travailleurs dans la misère et l'Etat n'est certainement pas là pour arranger les choses, au contraire !

Des escrocs au pouvoir

Pendant des années, des hauts fonctionnaires et les présidents du parlement fédéral ont décidé de se verser des millions d'euros de pensions en toute illégalité.

Ces politiciens ont beau voter des lois, ils s'assoient dessus allègrement ! Pendant des années, ils ont gardé secret les comptes rendus et trafiqué la comptabilité pour cacher leurs détournements.

L'omerta a duré longtemps car pendant qu'ils se mettaient des millions dans la poche, ils aidaient les gros actionnaires et capitalistes à mettre des milliards dans les leurs ! C'était leur pourboire...

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à *Lutte Ouvrière* par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Politiciens décrédibilisés

D'après un sondage, 70% de la population se méfierait des politiciens. Et malgré toutes leurs gesticulations au parlement et au gouvernement, ce ne sont même pas eux qui ont le vrai pouvoir !

Qu'ils soient de gauche ou de droite, les ministres sont les marionnettes de la politique décidée par leurs maîtres capitalistes. Pour beaucoup de travailleurs, l'envers du décor apparaît de plus en plus clairement !

De l'argent pour la santé !



Le cabinet du ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) vient de sortir un rapport pour se féliciter que 5 000 emplois ont été créés en deux ans dans le secteur des soins grâce au Fonds Blouses blanches.

Alors qu'il manque de 25 000 à 30 000 infirmiers en Belgique, que ce soit à domicile, dans les maisons de repos, dans les hôpitaux... Que 2 600 lits d'hôpitaux sont fermés par manque de personnel, que trouver un médecin généraliste, un pédiatre, un dentiste devient de plus en plus difficile... le ministre n'a vraiment pas de quoi se vanter !

Les 400 millions d'euros annuels du fonds des blouses blanches, bien insuffisants, avaient été obtenus suite aux mobilisations du personnel de la santé durant l'épidémie de Covid.

Fin janvier 2023 près de 20 000 travailleurs de la santé manifestaient encore à Bruxelles pour dénoncer leurs conditions de travail et leurs salaires insuffisants. Il n'y a pas d'autre voie que les mobilisations

pour obtenir les moyens nécessaires pour la santé !

Champions de l'exploitation !



Selon le magazine Forbes, l'homme et la femme les plus riches du monde sont Français. Il s'agit de Bernard Arnault, le patron de LVMH une entreprise spécialisée dans le luxe, dont la fortune personnelle s'élèverait à 211 milliards de dollars, ce qui équivaut presque le PIB (la richesse produite chaque année) de la Grèce. Françoise Bettencourt est la femme la plus riche du monde, héritière de l'Oréal avec une fortune personnelle de 81 milliards de dollars.

Les travailleurs français qu'on force à travailler deux ans de plus ont raison d'être en colère ! Toute cette richesse, ce sont les travailleurs qui l'ont produite ! Il faut exproprier ces milliardaires !

Exproprier les milliardaires !

Le magazine Forbes estime qu'il y aurait 43 milliardaires en France et que leur fortune totale aurait augmenté de 20,6% depuis 2022.

En Belgique, il y aurait une trentaine de milliardaires.

Voilà pour qui on subit des cadences infernales, les salaires trop bas, les heures supplémentaires, le chômage, les blessures dues au travail !

Disparition des distributeurs de billets

Les banques, parallèlement à la fermeture de bureaux, ferment aussi de

nombreux distributeurs automatiques de billets.

Malgré leurs profits, elles économisent sur les coûts d'entretien des distributeurs en forçant les habitants à faire de longs déplacements pour trouver du cash.

Dans l'économie capitaliste, c'est comme ça : le temps de millions d'habitants passe après les quelques économies de grandes banques. Quel gâchis.

Témoignage d'un lecteur

Je suis ouvrier, cela fait des années que je travaille à plein temps. Il y a quelques mois, l'entreprise dans laquelle je travaillais a fait faillite.

En attendant de retrouver du travail, j'ai demandé le chômage par l'intermédiaire du syndicat. J'y ai droit mais l'Onem dit qu'il manque des documents à mon dossier mais sans préciser quels documents ! Le syndicat non plus ne sait pas. Depuis, j'ai réintroduit plusieurs demandes en ajoutant des documents qui pourraient être manquants, mais à chaque fois l'Onem répète par l'intermédiaire du syndicat que le dossier est incomplet.

Je passe des heures au téléphone pour essayer de trouver une sortie à cette situation, mais les différents services des syndicats et de l'Onem se renvoient la responsabilité.

Cela fait des mois que je n'ai pas de revenus, je ne survie que grâce à mes quelques économies. Je cherche du travail mais jusqu'à aujourd'hui je n'ai rien retrouvé. Il faut vraiment le vivre pour comprendre cet enfer administratif !



La Louvière

Non, ils ne luttent pas contre le fléau de la drogue !

Le 16 mars, à 5h15 du matin, les habitants d'un immeuble à Bracquenies ont été réveillés brutalement par la police. Armés jusqu'aux dents, les brigades ont enfoncé les portes, tiré les habitants de leur lit et les ont menottés avec des colliers plastiques. Même un homme de 75 ans a dû subir ce traitement et il en est profondément choqué. En plus de mettre les appartements sens dessus dessous, la police a confisqué tous les GSM pourtant indispensables dans la survie quotidienne. C'était soi-disant une action contre la drogue.

Selon la presse, 3 kg de cocaïne, 1,5 kg de haschich et 5 kg de marijuana ont été saisis, ainsi que 20 000 euros et quelques véhicules. Qui peut le vérifier ? Les habitants en tout cas, n'ont vu ni la cocaïne, ni les véhicules.

La drogue est un fléau. Mais ces actions musclées ne l'arrêteront pas. Car la drogue rapporte gros. Alors, des tonnes de cocaïne continuent à être débarquées chaque semaine dans les grands ports et l'argent des barons de la drogue se mêle à celui des capitalistes dans les paradis fiscaux, protégés par le secret bancaire et l'opacité des marchés financiers.

Contre les riches, les gouvernements et leurs polices ne peuvent et ne veulent rien faire. Alors, ils frappent les pauvres.

Police partout, emplois nulle part

Dans la cité de la Renaissance, les travaux pour la construction du nouveau commissariat de police ont commencé.

Avant, il y avait là une école maternelle, il y avait de la vie. Après, il y a eu les fermetures d'usines.

C'était plus de profits pour les Boël et l'explosion du chômage pour les ouvriers. Ensuite, c'était le sauvetage des banques spéculatrices qui ont entraîné des économies sur tous les services communaux...

Maintenant, il y aura la police. Mais elle ne nous protégera pas contre la violence de ce type d'économies. Au contraire, elle aidera à nous l'imposer.

Ce qu'il faut, c'est la renaissance des luttes pour faire payer les capitalistes qui nous piétinent !

Une dette miraculeuse

Le CRAC – le centre régional d'aide aux communes – a refusé le budget de La Louvière qui augmente de 27%. Il estime dangereux d'augmenter davantage la dette de la commune, dont la charge par habitant passerait de 1 734 euros à 2 942 euros.

Sauf que les habitants n'ont pas vu la couleur de cet argent. Au contraire, ils ont vu leurs taxes augmenter et les services communaux diminuer.

Ce n'est pas notre dette, ce n'est pas à nous de payer !

BUDGET FAMILLE OUVRIÈRE



Ce n'est pas perdu pour tout le monde

Parmi les raisons de l'explosion du budget louviérois, on trouve notamment l'augmentation des factures d'énergie et les dépenses pour le CPAS.

En fait, l'argent des communes, à travers leurs propres factures d'énergie et les aides des CPAS, a notamment permis à Engie et TotalEnergies de réaliser des profits records. L'argent qui

manque à la commune n'est pas perdu pour tout le monde !

Austérité en cascade

D'autres coûts qui pèsent sur le budget, sont ceux de la police judiciaire qui est depuis quelques années à charge des communes, et des pensions des employés communaux, également mis à charge des communes.

Le déficit chronique du budget fédéral est ainsi limité (un peu) en se débarrassant de ces coûts sur les communes. A elles ensuite de décider des coupes budgétaires dans les services essentiels et de faire payer la population.

C'est inacceptable !

Avery Dennison : la force des travailleurs, c'est la grève !



Quelques jours après avoir annoncé mi-mars son intention de licencier près de la moitié des travailleurs de l'usine Avery Dennison de Soignies, la direction a annoncé le licenciement du délégué principal ouvrier FGTB pour faute grave. Les travailleurs ont alors organisé des assemblées et des arrêts de travail, puis ont fait grève durant une semaine. Après 5 jours de grève et de blocage de l'usine, le motif de faute grave a été supprimé.

C'est une victoire partielle mais qui montre que la lutte paie et que les patrons ne comprennent que le rapport de force.

Avery Dennison est une multinationale qui a réalisé 2 milliards d'euros de bénéfices ces trois dernières années, elle a l'argent pour maintenir les salaires de tous les travailleurs !

Delhaize



C'est petit

Après près d'un mois d'actions et de grèves dans les magasins, la direction n'a pas réussi à ouvrir tous les magasins pour Pâques. 60 magasins sur 128 restaient en effet fermés.

Ce n'était pas faute d'avoir essayé. Tous les moyens ont été bons pour faire pression : envoi de huissiers, envoi de lettres annonçant la perte du pécule de vacances et d'autres menaces, intervention musclée de la police pour lever le blocage du centre de distribution...

Et la dernière en date : elle interdit aux grévistes d'utiliser les toilettes du magasin. Réaction d'une gréviste : ils vont venir garder chaque toilette ? Ils peuvent les nettoyer tant qu'ils y sont ! Et d'ailleurs, ce sont **nos** toilettes !

Hornu : la lutte continue

Au Delhaize de Hornu, la direction a envoyé l'huissier accompagné de quelques agents de police et chargé de frapper d'une astreinte de 1 000 euros chaque gréviste qui entraverait la « liberté » des clients ...

Depuis lors, le magasin n'est plus bloqué. Au lieu de quoi, les grévistes discutent avec les clients qui se présentent malgré les rayons vides... Les clients apprennent notamment que la direction a fait venir des étudiants intérimaires pour briser la grève et plus d'un exprime sa solidarité.

Tous ensemble, on est une force

Les travailleuses et travailleurs des magasins Delhaize que la direction veut franchiser, font face à une

guerre d'usure qu'ils ne peuvent pas emporter seuls. Leur combat est celui de tous les travailleurs.

Si Delhaize réussit à baisser ainsi les salaires, Colruyt et tous les autres vont suivre. Et d'une façon générale, quel est le secteur où les conditions de travail et les salaires ne se dégradent pas ?!

Les syndicats appellent à une journée d'actions le 17 avril dans tout le secteur de la distribution. Ce sera l'occasion de se retrouver le plus nombreux possible sur les piquets et dans les manifestations, qu'on travaille dans le secteur ou ailleurs !

Un mouvement qui fait tache d'huile, c'est la seule chose qui peut faire reculer le patronat. Celui de Delhaize et les autres.

L'arnaque de « l'harmonisation »

Suite aux franchisations chez Intermarché et Delhaize, le groupe Colruyt demande d'harmoniser les conditions de travail entre les magasins intégrés (comme Colruyt) et les magasins franchisés.

Si Colruyt demande cette « harmonisation » ce n'est certainement pas pour améliorer le sort des travailleurs des magasins franchisés ! L'harmonisation dans la tête des capitalistes, c'est d'abord l'harmonisation à la baisse, en détériorant les conditions de travail dans les magasins intégrés !

Audi Bruxelles



Gouvernement anti-ouvrier

A peine sortis d'une période de chômage économique, une autre nous attend la semaine prochaine.

Pendant ce temps, le gouvernement prend des décisions : pour réduire les dépenses de la Sécurité sociale, ils veulent baisser l'allocation du chômage économique d'actuellement 65% à 60 % du salaire.

En tout cas, ceux qui sont chargés de nous envoyer dans la misère pour garantir les profits des capitalistes ne chôment jamais !

Les vrais profiteurs

Certes, on peut se dire que 60 % c'est mieux que rien du tout.

Mais qui profite vraiment des allocations de chômage ? Audi, par exemple, peut garder ses ouvriers sans devoir les payer quand un virus frappe, quand les pièces n'arrivent pas ou quand des ouvriers sous-traitants en Ukraine sont sous les bombes...

Les patrons peuvent augmenter les cadences les autres jours et faire la même production en moins de jours, faisant des économies sur nos salaires...

Ce sont ces grands actionnaires qui vident les caisses de la sécurité sociale.

S'ils payaient les salaires, alors il n'y aurait pas besoin de renflouer les caisses de chômage !

Nos salaires ou leurs dividendes ?

Avec un bénéfice opérationnel de 7,5 milliards d'euros pour 2023, continuer à payer 3 000 salaires pendant deux mois de chômage à 3 500 euros par mois, priverait les actionnaires d'Audi d'exactlyment 0,28 % de leurs bénéfices...

Bref, ils ne seraient même pas obligés de vendre leurs yachts.

Grève pour les salaires en Allemagne

En Allemagne, le lundi 27 mars a été une journée de grève importante dans les services publics communaux : salariés du ramassage des ordures, des transports en commun, aéroports, crèches, administrations et hôpitaux. Avec l'inflation qui pèse sur les salaires, la grève a été massivement suivie.

Dans l'entreprise des chemins de fer, la Deutsche Bahn (DB), le syndicat le plus important n'avait pas appelé à la grève depuis des années. Ses dirigeants avaient même accepté qu'il n'y ait pratiquement aucune augmentation de salaires sur les deux dernières années, « par sens des responsabilités envers l'entreprise en difficulté ». Pour obtenir la grève, les travailleurs ont dû mettre les dirigeants de ce syndicats sous pression, des cheminots leur expliquant : « *Si vous ne faites pas grève cette fois-ci, nous quittons ce syndicat* ».

Dès avant son lancement, les médias et le monde politique se sont déchaînés contre cette grève. Leurs aboiements n'ont eu aucun succès !

Les grévistes se réjouissaient à l'avance de la grève, et se sont ensuite sentis fiers quand trains et transports urbains ont semblé volatilisés.

Dans la population travailleuse le soutien à la grève s'est fait sentir. Loin de trouver exagérée la revendication de 500 euros pour tous, beaucoup ont commencé à la reprendre à leur compte, disant que, compte tenu de la montée des prix, c'est la somme dont tout le monde avait besoin.

En fait, le refrain des médias contre cette grève « que tous faisaient en même temps », alors qu'il aurait été tellement plus pratique de s'y mettre sagement les uns après les autres, a fait germer cette perspective dans beaucoup de têtes.

Certains travailleurs ont commencé à dire : « Exactement, c'est ce qu'il nous faut, une grève générale. Nous devons tous faire grève en même temps. »

Le fait est nouveau en Allemagne, où cette idée n'existe plus depuis des décennies, tant les négociations salariales et le droit de grève sont encadrés et verrouillés.

En France, la lutte continue

En France, depuis deux mois et demi, des millions de travailleuses et de travailleurs se mobilisent contre la réforme des retraites que veut imposer le gouvernement Macron.

La pénibilité, les problèmes de santé, les difficultés des horaires décalés, les salaires qui ne suivent pas les prix, le mépris envers les travailleurs sont autant de sources de colère et de revendications criées dans les rues par les travailleurs, les retraités et aussi les lycéens et étudiants.

Macron ne veut pas céder ? Eh bien les travailleurs non plus. Ils n'ont aucune raison d'accepter une telle injustice ! Si les travailleurs font preuve d'abnégation et de courage pour faire tourner toute la société, ils en ont aussi pour se battre et se faire respecter !



La tension monte, les affaires continuent...

La visite officielle en Chine de Macron et de la présidente de la Commission européenne von der Leyen, n'avait pas pour but, comme le prétend la presse, de convaincre le dirigeant chinois Xi Jinping de condamner l'invasion russe.

Les dirigeants européens poursuivaient d'autres objectifs. L'un, affiché, est d'isoler davantage Poutine, en développant les relations commerciales entre la Chine et l'économie européenne. L'autre, moins affiché, est de faciliter les échanges entre le marché européen et le marché chinois avant que les sanctions des États-Unis rendent tout échange trop compliqué.

C'est pour cela que Macron, représentant des intérêts des capitalistes français, s'est fait accompagner de quelques dizaines de grands et moyens patrons... à moins que ce soit l'inverse. En effet, le directeur général d'Airbus a pris les devants et précédé le chef d'État en rencontrant la veille de hauts responsables économiques chinois, qui ont ouvert de nouvelles perspectives de développement à son entreprise. 242 Airbus ont déjà été commandés en 2022.

D'autres chefs d'entreprise sont allés défendre les intérêts de leurs actionnaires en renforçant leur présence en Chine, en misant sur un redémarrage du marché chinois après l'abandon par le gouvernement de Xi Jinping de la politique zéro Covid.

Tout est donc en ordre pour que les affaires des capitalistes continuent. Quant à la tension croissante entre les puissances occidentales et la Chine qui pourrait dégénérer en conflit armé large, elle a plutôt monté d'un cran.

Toutes les négociations entre dirigeants d'Etats n'y pourront pas grand-chose dans un contexte de concurrence de plus en plus féroce entre les firmes américaines, européennes et chinoises.

Les marchands d'armes se mettent en ordre de marche

Vu les budgets militaires qui explosent partout, les capitalistes de l'armement sont à l'affût. En Belgique, les groupes Sonaca et Orizio

s'allient pour capter les milliards de dépenses de l'armée dans le secteur de l'aviation. Avec les nouveaux équipements : les avions F-35, les nouveaux hélicoptères et les avions des forces spéciales, ils se disent qu'il y a des profits à faire !

Mais ces groupes n'en restent pas là et veulent que la Belgique investisse dans les prochains avions de combat européens pour qu'ils puissent avoir leur part du gâteau grandissant des engins de mort.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt dans cette course aux armements et la sale guerre que mènent les capitalistes entre eux avec la peau des travailleurs !

Des emplois aujourd'hui pour des massacres demain ?

Tous les pays industrialisés se réarment à marche forcée, ici les dirigeants de la Sonaca et la Sabca espèrent participer à la production de nouveaux avions de guerre.

Le climat international est toujours plus guerrier, avec l'OTAN, - déjà responsable de nombreuses guerres (Iran, Irak, Afghanistan, etc) - à l'offensive pour mettre à genoux la Russie et menace la Chine.

Dans ce contexte, un permanent de la CNE (CSC) ose souhaiter « *qu'avec la guerre en Ukraine la Belgique se remette dans les conditions pour être un acteur important et pouvoir négocier avec les tout grands acteurs militaires* ». Ainsi, le syndicat aurait « *déjà réfléchi à comment faire pour être plus forts, pour peser plus face à des géants étrangers* », que c'est « *une bonne nouvelle* ».

Prétendre défendre les intérêts des travailleurs en se rangeant dans le camp des USA, le camp des faucons de la guerre contre tous leurs concurrents ? Qui peut y croire ?

La Finlande rejoint l'OTAN

La Finlande, après plus de 30 ans de politique contraire, vient de rejoindre l'OTAN. La demande du gouvernement scandinave avait été déposée en mai 2022, en même temps que celle de la Suède.

Si c'est l'intensification de la guerre en Ukraine qui l'a précipité, l'élargissement de l'alliance impérialiste est bien plus ancien que la guerre déclenchée par Poutine, et menace aussi la Chine.

Car le capitalisme chemine vers une guerre généralisée opposant le camp impérialiste, dirigé par les USA, au camp des États qui lui contestent son hégémonie mondiale, comme la Russie ou la Chine.

Et si les camps ne sont pas encore entièrement dessinés, et que des revirements d'alliances sont probables, la multiplication des manœuvres diplomatiques montre que les responsables politiques et militaires se préparent en prévision d'une guerre généralisée.

De la diplomatie à l'économie de guerre

C'est aussi ce qu'indique l'augmentation des budgets militaires. Les USA augmentent encore leurs dépenses d'armement alors qu'ils dépensaient déjà dix fois plus que la Russie et trois fois plus que la Chine. L'État français prévoit quant à lui de dépenser plus 400 milliards au cours des sept prochaines années et l'Allemagne a d'ores et déjà augmenté son budget militaire de 100 milliards.

Toutes ces dépenses se font au détriment du budget des écoles, des hôpitaux et des services utiles aux populations. Mais elles font les profits mirobolants des fabricants et des marchands d'armes !

Ces sommes astronomiques investies dans les engins de mort marquent le cheminement des États capitalistes vers une économie de guerre, comme le réclamait l'État-major de l'OTAN début février.

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels

Contrairement à ce que les gouvernements veulent nous faire croire, ces armes ne serviront pas à défendre les populations. Au contraire, les objectifs des guerres, même lorsqu'elles sont, en apparence, défensives, sont fixés par les dirigeants du monde capitaliste en fonction de leurs seuls profits. A leurs yeux, les populations ne sont que de la chair à canon.

C'est comme cela que les dirigeants impérialistes traitent les Ukrainiens qui vont mourir face aux soldats russes. Biden, Zelenski, Macron, Poutine... ont beau faire de grands discours, ils font la guerre non pas pour la paix et la liberté du peuple ukrainien ou russe mais pour conquérir ou conserver des marchés et des travailleurs à exploiter !

De la guerre économique à la guerre tout court

Les intérêts des dirigeants capitalistes dans les guerres leur sont imposés par la concurrence pour les profits. La crise du capitalisme mène les États à appuyer la compétition que se livrent les multinationales pour les marchés, les ressources et profits, à coup de missiles, de chars et de mitrailleuses.

En Ukraine, les multinationales américaines et européennes lorgnent notamment sur les immenses terres arables, et autres richesses, au détriment des oligarques russes et ukrainiens.

La marche vers la guerre généralisée est la conséquence du fonctionnement « normal » du système capitaliste, pas de la volonté des chefs d'États. Eux ne font qu'y préparer l'industrie, les armées et les populations.

Le nationalisme est l'arme des capitalistes



Pour produire les armes et les utiliser sur les champs de bataille, la bourgeoisie a besoin d'enrôler la population, et en particulier les travailleurs et leurs enfants. Le sort des Russes et des Ukrainiens montre ce qui attend les travailleurs de tous les pays : la propagande nationaliste vante la défense de la « nation », de la « liberté », de la « souveraineté », de la démocratie... pour justifier l'embrigadement d'abord, et les milliers de morts ensuite.

Aujourd'hui notre argent, demain ils prendront nos enfants

Dans les pays de l'ouest de l'Union Européenne, la guerre n'en est pas encore là, mais les gouvernements ont déjà commencé leur travail d'embrigadement, en particulier en direction de la jeunesse !

En Belgique, dès 15 ans les élèves du secondaire peuvent désormais suivre une option pour apprendre le métier de policier ou militaire. En Allemagne, le ministre de la Défense veut rétablir le service militaire; en Suède, c'est déjà le cas ! En France c'est le renouveau du Service national universel qui vise à apprendre à des jeunes à marcher au pas.

Ni Biden, ni Poutine, mais le camp des travailleurs !

Dans la généralisation à venir de la guerre, comme dans la guerre en Ukraine, les travailleurs n'ont pas à

prendre parti pour les exploités qu'ils soient d'un camp ou de l'autre. Par-delà les nations, les travailleurs du monde entier ont leur propre camp, le camp de ceux qui produisent tout et qui n'exploitent personne !

En Ukraine, en Russie, comme partout ailleurs, le niveau de conscience et d'organisation des travailleurs est très en retard sur cette course à la guerre dans laquelle la bourgeoisie engage l'humanité. Et plus encore au regard de ce qu'il faudrait pour enrayer cette course et la transformer en une guerre de classe contre les capitalistes pour l'émancipation des travailleurs du monde entier.

Ce fut la politique des bolcheviks en Russie en 1917, en pleine guerre mondiale, qui permit de mettre un terme à la guerre et de déclencher la révolution ! Car la seule classe porteuse d'avenir est le prolétariat. Alors c'est sur cette voie qu'il faut que s'engagent, en communistes révolutionnaires et internationalistes, toutes celles et ceux qui veulent changer le monde avant que le capitalisme ne précipite à nouveau l'humanité dans la barbarie.

Lénine disait « Après des millénaires d'esclavage, les esclaves dont les maîtres veulent la guerre leur répondront : Votre guerre pour le butin, nous en ferons la guerre de tous les esclaves contre tous les maîtres. »

Famine : des enfants condamnés

D'après l'Unicef près d'un million d'enfants de moins de 5 ans sont menacés cette année de « malnutrition aiguë » dans la région du Sahel, surtout au Niger, au Mali et au Burkina. L'organisation exhorte les gouvernements locaux à en faire une « priorité nationale ».

Comme si les conflits, l'insécurité et la hausse des prix n'étaient pas avant tout la responsabilité de l'impérialisme, de ses multinationales, de ses financiers qui les étranglent et des spéculateurs qui font monter les prix.

LO France

Israël : l'escalade

Dans la nuit du 6 avril, l'armée israélienne a tiré sur Gaza et sur le Liban. L'État israélien prétend ainsi riposter à des tirs de roquettes. Mais depuis des jours, c'est lui qui multiplie les provocations contre les Palestiniens, comme l'irruption par deux fois de la police dans la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem en plein ramadan.

La politique de plus en plus répressive du gouvernement israélien a déjà provoqué la mort d'au moins 88 Palestiniens en Cisjordanie ces trois derniers mois. L'oppression intolérable du peuple palestinien nourrit la progression de l'extrême droite dont Netanyahu est l'otage consentant. Sans liberté du peuple palestinien, il n'y aura pas de paix et de moins en moins de liberté pour le peuple israélien !

LO France

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière



La fête de Lutte ouvrière aura lieu les 27, 28 et 29 mai à Presles (Val-d'Oise).

C'est l'occasion de venir discuter fraternellement entre travailleurs.

Nos amis peuvent se procurer cartes et bons auprès de nos camarades.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !